



TRIP printemps 2021

11 & 12 mai

Les Français accros au THD

Observatoire du THD

Présentation de l'Observatoire du THD

9^{ème} édition - Les Français accros au THD

Enquête réalisée pour InfraNum, la Banque des Territoires et l'Avicca

- Julien DELMOULY, Délégué général d'InfraNum

◆◆◆◆◆

Julien DELMOULY, Délégué général d'InfraNum

11 MAI 2021 - 9^{ème} ÉDITION

LES FRANÇAIS ACCROS AU THD

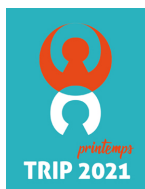
Enquête réalisée pour InfraNum, la Banque des Territoires et l'Avicca



Observatoire du Très Haut Débit 2021



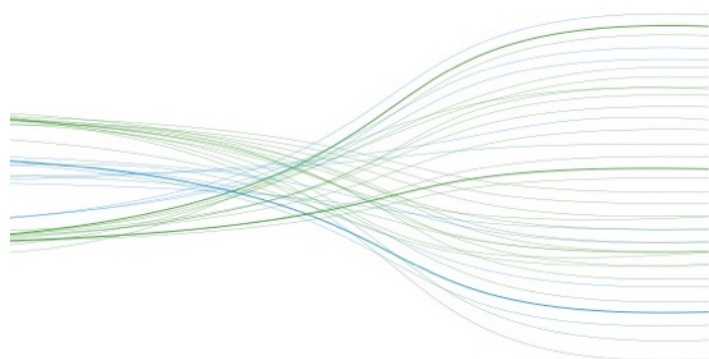
Merci de suivre la présentation de cette 9^{ème} édition de l'Observatoire du Très haut débit d'InfraNum réalisée par l'Idate, avec le soutien de la Banque des Territoires depuis 2013 et en partenariat avec l'Avicca depuis trois ans.



Les Français accros au THD pour tous?

Observatoire du THD

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE ET MÉTHODOLOGIE MISE EN ŒUVRE



Depuis 2013, un suivi unique de la filière industrielle impliquée dans le Plan France THD

Des focus spécifiques réalisés auprès des intégrateurs, des délégataires et opérateurs, des câbliers, des centres de formation

L'appui de l'Avicca et de ses membres pour alimenter, à partir des projets des collectivités, l'Observatoire

Le plus grand chantier d'infrastructure de France d'un montant total de 30 Mds €

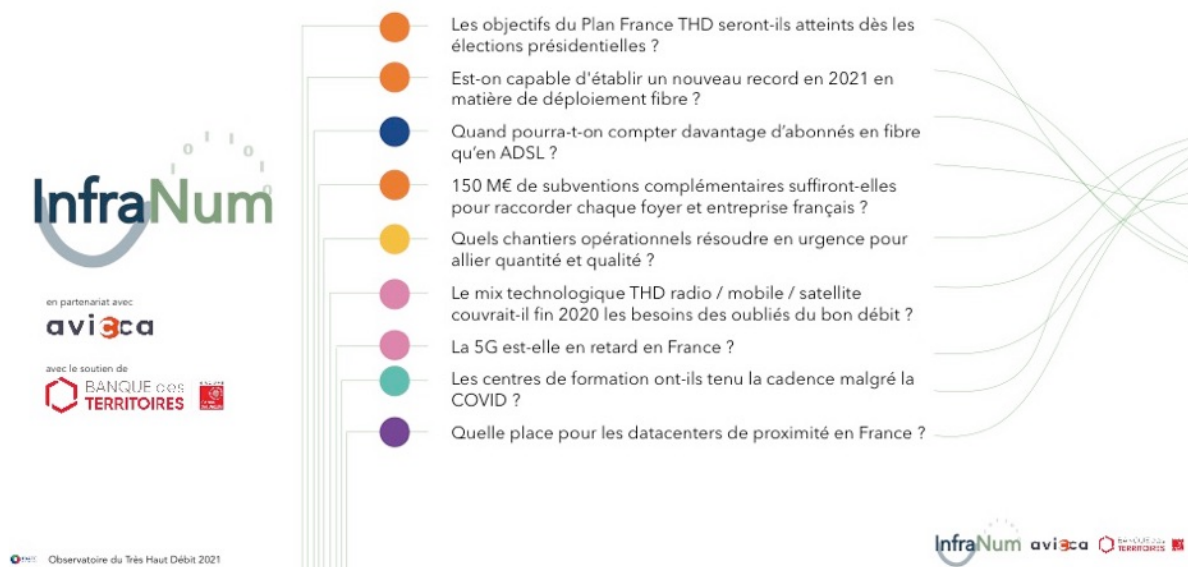
 Observatoire du Très Haut Débit 2021



Un mot pour rappeler les apports essentiels de cet observatoire qui vise à objectiver avec des indicateurs quantitatifs suivis depuis 2013 les chiffres les plus importants de la filière, en suivant des chroniques historiques mais également en faisant un certain nombre de projections. C'est le seul observatoire du très haut débit faisant des projections sur le futur de ce plus grand chantier d'infrastructure de France, qui représente 30 milliards d'euros d'investissement au total.

La nouveauté de cette année, c'est l'ajout d'un certain nombre d'entretiens qualitatifs avec certaines catégories d'acteurs. Côté industriels membres d'InfraNum, des intégrateurs, des opérateurs, des câbliers, des centres de formation ; mais également, avec la complicité de l'Avicca, des entretiens avec un certain nombre de collectivités sur les diverses thématiques de l'observatoire.

QUESTIONS



Les questions auxquelles nous allons répondre aujourd'hui tournent globalement autour de plusieurs grandes thématiques. Tout d'abord, évidemment, le déploiement de la fibre optique et, à plus long terme, les conditions pour atteindre le 100% de couverture appelé de leurs vœux par l'Europe et par le gouvernement.

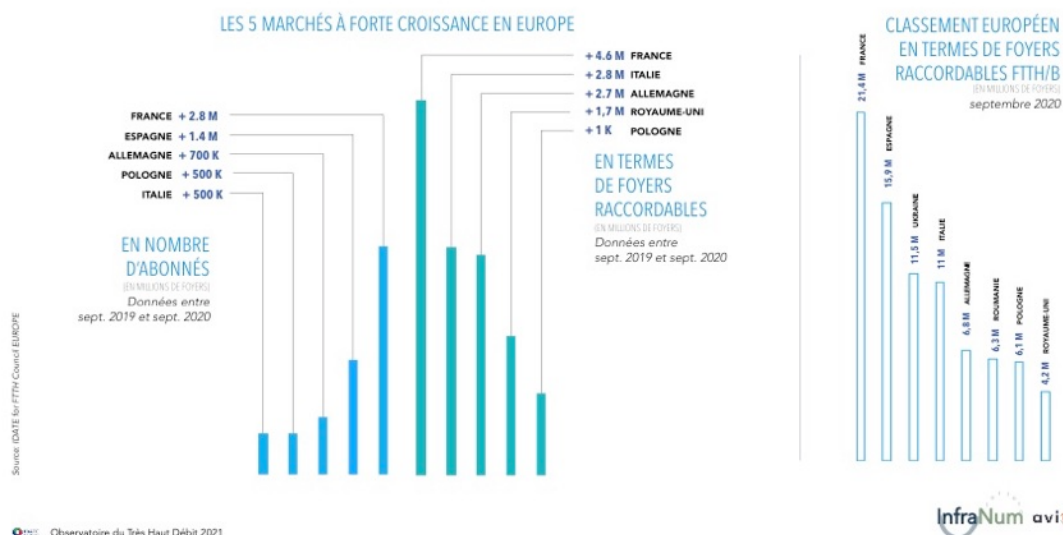
Le pendant de la fibre optique est le déploiement du mix technologique radio, qui permet aux utilisateurs ne disposant pas encore de la fibre optique d'accéder dès aujourd'hui au très haut débit.

Nous parlerons également de souveraineté numérique à travers l'angle particulier des datacenters, et notamment des datacenters de proximité.

Et puis, nous ferons le point sur l'adoption du très haut débit par les Français. Sur ce point, je pense que le titre de l'observatoire, « Les Français accros au très haut débit », donne déjà un indice.

INTERNATIONAL

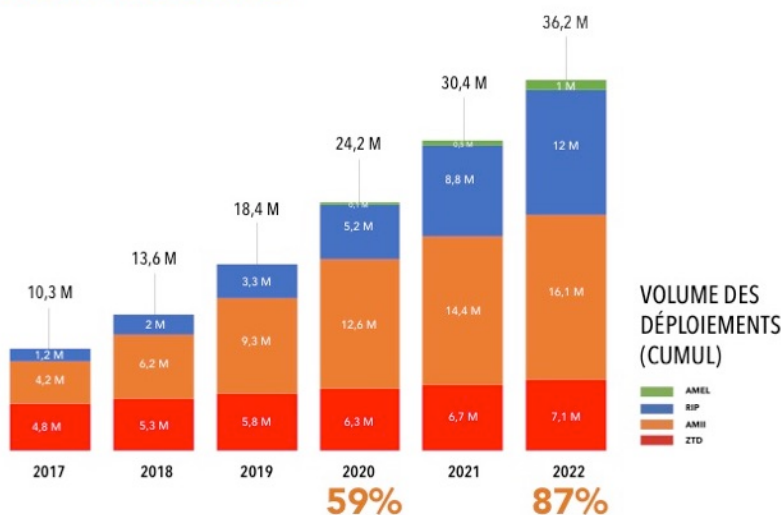
LA FRANCE TOUJOURS LEADER DANS LA COURSE EUROPÉENNE



C'était l'un des points principaux de l'observatoire de l'année dernière : la France devenait *leader* dans la course européenne au déploiement de la fibre. Ce n'était pas une erreur, puisqu'en 2021, j'ai le plaisir de vous confirmer que la France reste *leader* dans la course européenne. Vous retrouvez à droite de ce graphique, en valeur absolue, la position de la France avec un nombre de foyers rendus raccordables de 21,4 millions en septembre 2020.

L'écart s'est même creusé depuis l'année dernière puisqu'on retrouve au centre de ce graphique la croissance en nombre de foyers raccordés avec +4,6 millions pour la France entre 2019 et 2020, loin devant les autres pays, nos voisins européens.

LA FIBRE
UN CHANTIER EN AVANCE !

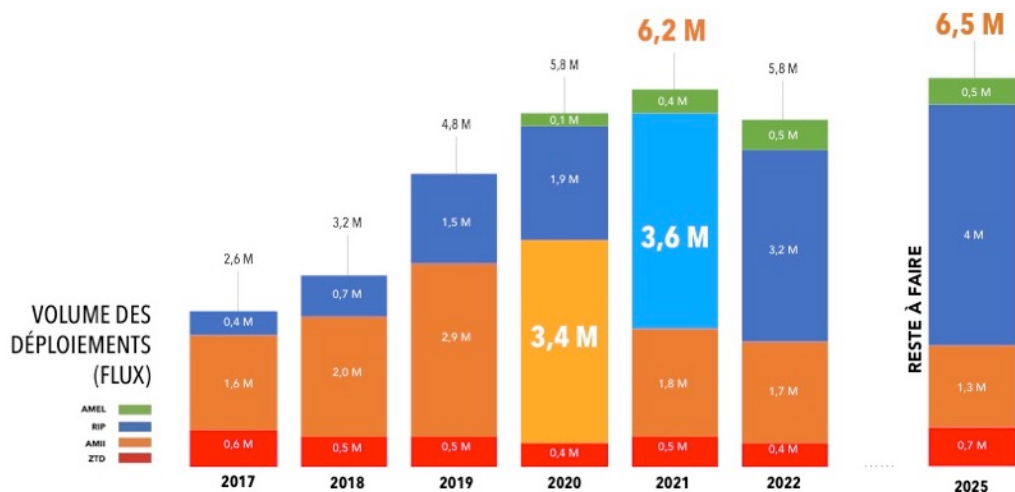


● PRÉVISIONS ANNUELLES
87%
● OBJECTIF 2022
80%
● OBJECTIF 2025
100%

En effet, le plus grand chantier de France est un chantier en avance, ce qui est assez notable. L'objectif, on le connaissait depuis 2012, était de 80% de locaux raccordés en fibre optique d'ici fin 2022. Nous avons eu la possibilité de confirmer depuis l'observatoire de 2019 que nous allions atteindre cet objectif de 80%. Le Covid nous a laissé penser que l'objectif pouvait être remis en question... Mais en 2021, malgré le Covid, nous pouvons confirmer le fait que non seulement nous serons à l'objectif de 80% en 2022, mais que nous allons le dépasser puisque nous devrions atteindre 36,2 millions de foyers rendus raccordables, soit un taux de 87% ! Bravo aux industriels ; ils seront prêts à fixer le deuxième objectif qui est celui du gouvernement de 100% de couverture en fibre optique atteint d'ici 2025. Un objectif certes réalisable, mais sous conditions.

LA FIBRE

2021 : L'ANNÉE DU PIC, L'ANNÉE DES RIP



Observatoire du Très Haut Débit 2021

InfraNum avicca BREVETÉ 2021

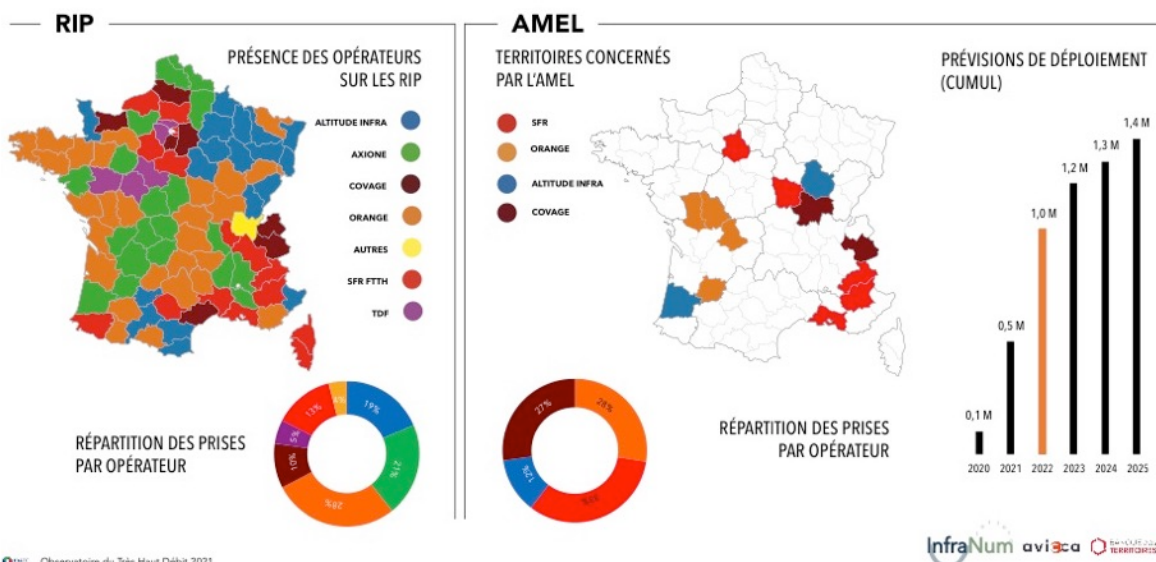
En 2020, 5,8 millions de foyers ont été rendus raccordables. C'est un record qui se situait même au-delà de nos espérances puisque nous avions estimé l'année dernière, du fait du Covid, des chiffres bien moins importants. Ce record va pourtant être battu puisqu'en 2021 nous devrions parvenir à rendre 6,2 millions de foyers supplémentaires raccordables. C'est-à-dire qu'en trois ans, depuis 2018, nous avons littéralement doublé le nombre de prises produites par an.

L'année 2021 sera donc l'année du pic, mais ce sera également l'année des RIP puisque l'on peut constater sur la colonne 2021 le chiffre de 3,6 millions de prises rendues raccordables dans les RIP. Alors qu'en 2020, la majorité des prises étaient réalisées en zone AMII (d'initiative privée), en 2021, on assiste à une bascule avec 3,6 millions de foyers rendus raccordables dans les RIP, soit le double de l'année 2020.

Enfin, après 2022, entre 2023 et 2025, il reste 6,5 millions de prises à rendre raccordables pour atteindre le 100% de couverture. Facile, peut-on penser en regardant la colonne 2021 et ces 6,2 millions. Pas si sûr puisque, évidemment, les prises qui restent à construire sont plus compliquées.

LA FIBRE

AMEL : 13 TERRITOIRES REPRÉSENTANT 1,4 MILLION DE PRISES

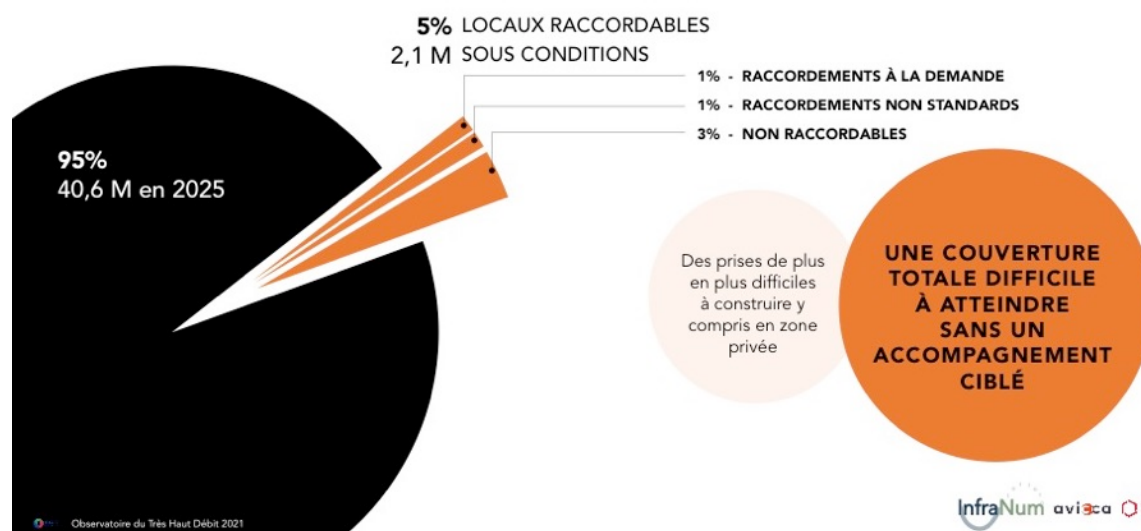


Nous avons souhaité faire un focus sur les zones AMEL qui nous ont beaucoup occupés en 2017. Vous retrouverez sur ces cartes les parts de marché des opérateurs, d'une part dans les zones AMEL (au centre), mais aussi en comparaison de l'ensemble des zones RIP sur la gauche.

Le chiffre le plus important, ce sont les volumes (à droite). Nous avions à une époque un certain nombre de doutes sur les AMEL, mais on voit dans ces prévisions que, dès 2022, 1 million du total de 1,4 million de prises prévues seront déjà déployées. Ce sont des prises qui ne disposaient pas de signature pour des contrats de RIP en cours et, dans ces zones AMEL, il ne devrait pas y avoir d'oubliés.

LA FIBRE

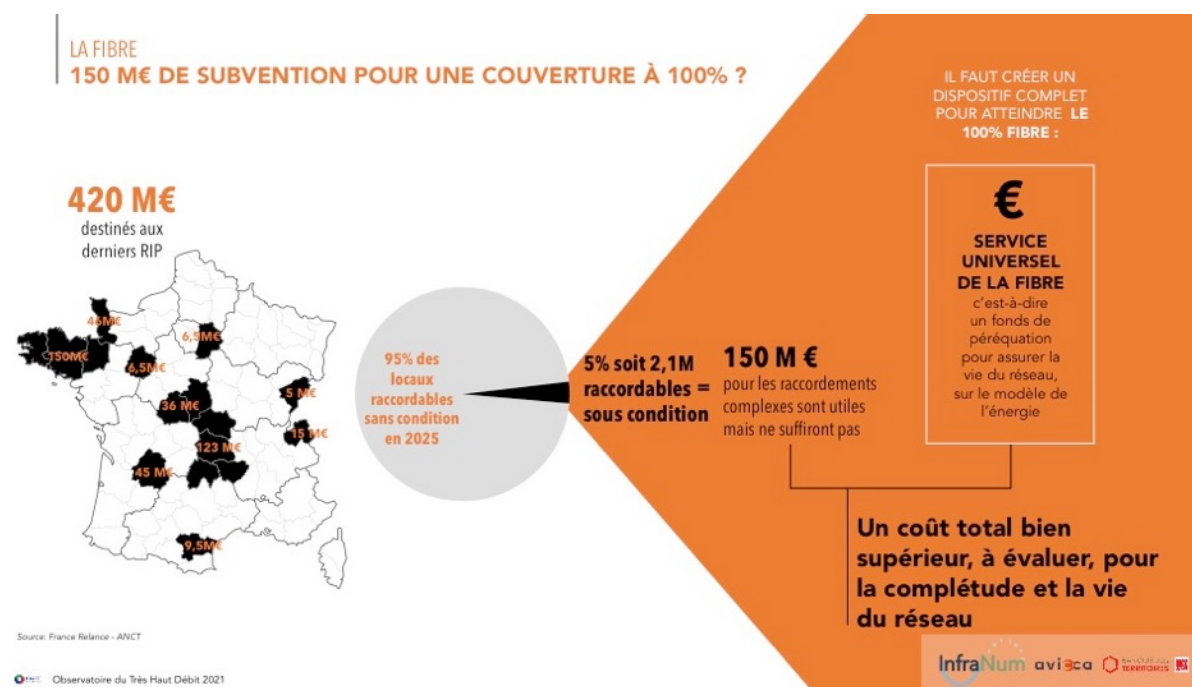
COMPLÉTUDE 2025 : 2,1 MILLIONS DE LOCAUX EN DIFFICULTÉ PARMIS LES 6,5 M RESTANT



La complétude ou le 100% fibre nécessite de raccorder les 6,5 millions de prises les plus difficiles. Sur ces 100% de prises à rendre raccordables, les industriels estiment que, grâce à l'engagement du gouvernement et des collectivités, grâce au plan France Très haut débit, 95% des prises pourront être rendues raccordables, non pas sans difficultés mais sans condition. C'est-à-dire que les conditions actuelles doivent permettre de parvenir à raccorder 40,6 millions de prises d'ici 2025.

Il reste 5%, soit 2,1 millions de prises qui ne seront raccordables que sous conditions. Dans ces 5%, on retrouve des raccordements à la demande du client et des raccordements non standards mais aussi appelés raccordements complexes. Sur ce point, nous attendons beaucoup de l'étude en cours du côté gouvernemental pour définir les typologies de ces prises qui sont les plus complexes à déployer, ainsi que les coûts et leurs poids selon les typologies de prises. Et puis, il restera malgré tout cela 3% de prises qui resteront non raccordables.

Pour ces 5 derniers pourcents, il ne sera pas possible d'aller plus loin sans accompagnement ciblé.



Nous bénéficions déjà d'un accompagnement du gouvernement à travers le plan de relance et les 420 millions d'euros qui ont été injectés pour permettre de signer les derniers RIP. Ces 420 millions permettront d'atteindre 95% de locaux raccordables.

Il reste donc 2,1 millions de prises, soit 5%, et une enveloppe qui reste de 150 millions d'euros. Ce n'est pas négligeable et c'est même très utile mais, malheureusement, cela ne suffira pas pour passer de 95 à 100% de couverture.

Pour vous en convaincre, voici un calcul simple : une prise standard en zone RIP coûte en moyenne 1 500 euros, mais les prises les plus difficiles vont coûter 2 à 3 fois plus cher... Si vous multipliez ces 3 000 euros d'écart par 2,1 millions de prises, vous verrez que pour les raccordements les plus complexes, on ne parle plus en millions mais bien en milliards...

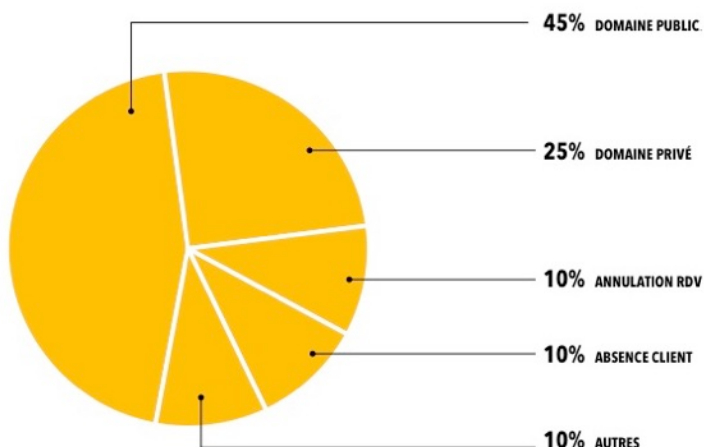
Cela ne concerne que les raccordements complexes. À côté, il y a tout ce qui relève de la vie du réseau et que l'on retrouve dans tous les réseaux d'infrastructure, à savoir les travaux d'entretien, d'enfouissement de génie civil, les extensions de réseaux dues à la construction de nouveaux habitats qui relèvent de la maintenance et de la vie du réseau.

Face à ce mur d'investissement, nous pensons que si l'on veut réellement atteindre le 100% fibre, il faut créer un dispositif complet, un véritable service universel de la fibre. Un fonds de péréquation comme cela existe dans le domaine de l'énergie, le fonds FACÉ qu'il pourrait être utile de transposer, d'autant plus que l'enveloppe existe depuis 2009 avec la loi Pintat, elle s'appelle le FANT (fonds d'aménagement numérique du territoire). Nous pourrions sur le même principe mettre à disposition un fonds de péréquation qui permette de faire non seulement les raccordements complexes mais aussi d'assurer la vie du réseau.

ALLIER QUANTITÉ ET QUALITÉ

TAUX D'ÉCHEC : 1 RACCORDEMENT SUR 5 CONCERNÉ

UN TAUX D'ÉCHEC
DE 20% À 25%
DONT :



Source: IDATE Digitalworld à partir des données Opérateurs d'Infrastructure et Intégrateurs

Observatoire du Très Haut Débit 2021

InfraNum avicca   

Évidemment, pour arriver à ce 95%, au-delà des aspects financiers, il y a des aspects opérationnels qui restent à résoudre et ils sont nombreux.

Le but de cette diapositive est d'objectiver le taux d'échec qui est important puisqu'un raccordement sur cinq est concerné par un échec, mais ce taux recouvre différentes catégories. 45 % sont situés en domaine public (on peut mettre le mode STOC dans cette catégorie, ou l'absence de génie civil, par exemple), mais 55% ne sont pas en domaine public : 25% se situent en domaine privé, 10% sont des annulations de RV du fait du client, 10% du fait de l'absence du client lors du passage du technicien... Bref 55% de ce taux d'échec de 20% ne sont pas à la main des opérateurs. Pour autant, pour les 45% restants, les opérateurs et toute la chaîne de la filière ont décidé d'agir.

ALLIER QUANTITÉ ET QUALITÉ DE NOMBREUX PROBLÈMES RESTENT À RÉSOUDRE



Observatoire du Très Haut Débit 2021



Les principaux problèmes sont présentés ici. Il en existe d'autres, mais ce sont ceux sur lesquels les industriels sont mobilisés en priorité au sein d'InfraNum, à commencer par celui des appuis communs dont on sait maintenant qu'un million de poteaux devraient être utilisés en zone de raccordement et que ces poteaux sont situés à 75% en zones de RIP. Nous avons vu que l'année des RIP, c'est déjà l'année 2021. Ce problème est donc urgent à résoudre et l'on peut se féliciter d'avoir autour de la table l'ensemble des parties prenantes : propriétaires du réseau, gestionnaires du réseau, État et industriels pour parvenir à des solutions rapides d'ici l'été, c'est-à-dire la suppression du calcul de charge et la simplification de la facturation.

Du côté des adresses, nous vous révélions l'année dernière qu'en zone RIP, environ 30% des adresses ne pouvaient pas être commercialisées alors qu'elles étaient construites parce que l'adresse n'existait pas et ne pouvait pas être renseignée dans la base de données. C'est-à-dire que 30% des prises construites ne peuvent pas être vendues aux clients... Après l'échec de la Base adresse nationale, le ministère de la Cohésion des territoires a décidé de se saisir autrement du problème en créant une cellule dédiée et en passant à une multiplicité de bases adresses locales remplies directement par les collectivités. Cela a l'air de fonctionner puisque, en un an, trois millions d'adresses ont déjà été traitées en avril 2021 et l'objectif est de 5 millions d'ici la fin de l'année. Bravo au ministère de la Cohésion des territoires d'avoir réussi à mettre en place ce dispositif et aux collectivités de s'être saisies de ce sujet qui est essentiel et qu'il faut poursuivre pour les mêmes raisons que le sujet des appuis communs : parce que les déploiements dans les RIP ont déjà commencé à plein.

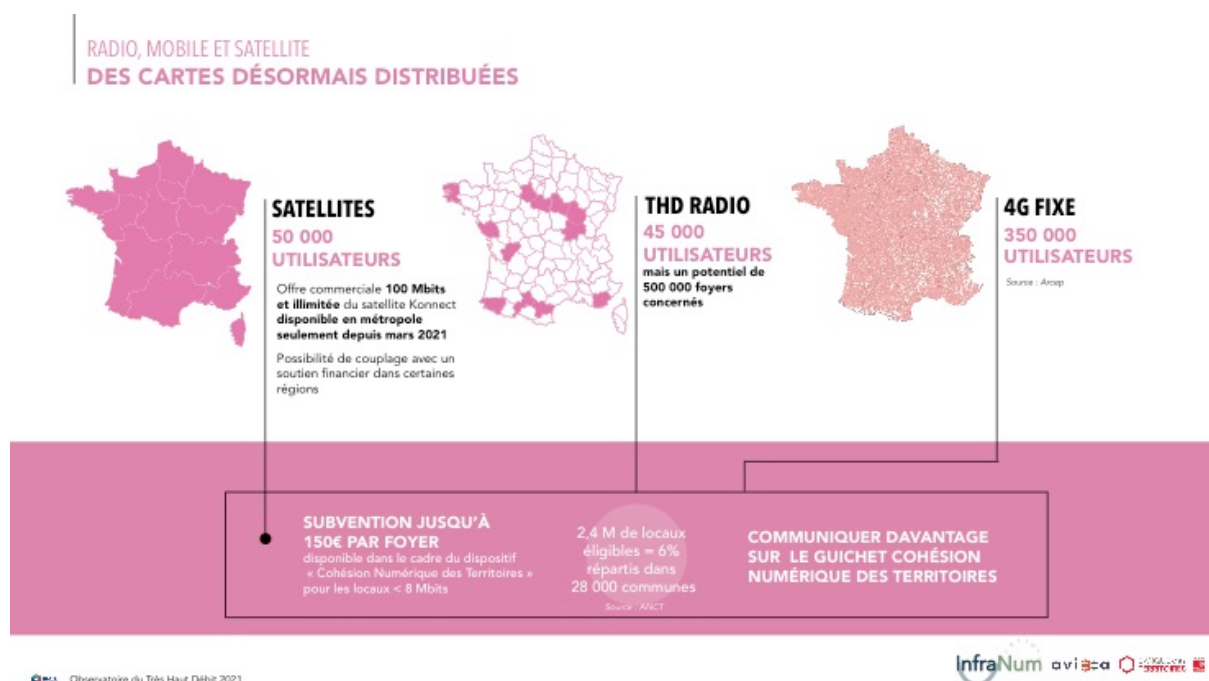
Le sujet GraceTHD, au-delà de l'outil technique, est un sujet de meilleure connaissance patrimoniale et c'est la nouvelle norme de base de données qui doit être entièrement adoptée tant par les opérateurs que les collectivités.

Enfin, il y a le mode STOC qui a fait couler beaucoup d'encre ces dernières semaines. Les opérateurs sont en train de finir de signer les contrats STOC en version 2, c'est-à-dire les contrats

qui mettent davantage de contraintes sur les aspects de transparence et de responsabilité de l'ensemble de la chaîne de sous-traitance. C'est un premier pas.

J'ai le plaisir de vous annoncer aujourd'hui en avant-première qu'une action est en cours de finalisation avec les intégrateurs de rang 1 : une charte de qualité va être dévoilée la semaine prochaine à l'occasion des ateliers de l'Avicca. Les intégrateurs de rang 1 membres d'InfraNum, qui représentent 70% des raccordements, ont tous signé cette charte de qualité dont les effets devraient se ressentir sur le terrain.

Dernière pièce de ce dispositif, l'Arcep est en train de mettre en place un *scoring* afin de monitorer la bonne avancée de ce mode STOC sur le terrain, avec des indicateurs quantitatifs.



Le 100% fibre, nous l'espérons dans quelques années, mais ce n'est pas pour tout de suite. En attendant, on a encore besoin pour un moment du mix technologique et on peut saluer l'effort de la quinzaine de départements qui ont saisi leur destin en main en investissant dans le très haut débit radio : cette technologie concerne aujourd'hui un potentiel de 500 000 foyers (des réseaux sont encore partiellement en cours de construction) et représente 45 000 utilisateurs.

C'est le même ordre de nombre d'utilisateurs que celui du satellite qui connaît une situation particulière puisque, pour la première fois, des offres commerciales avec un débit à 100 Mbit/s et surtout illimitées en consommation ont été rendues disponibles depuis un mois. Nous devrions donc voir une nette progression l'année prochaine.

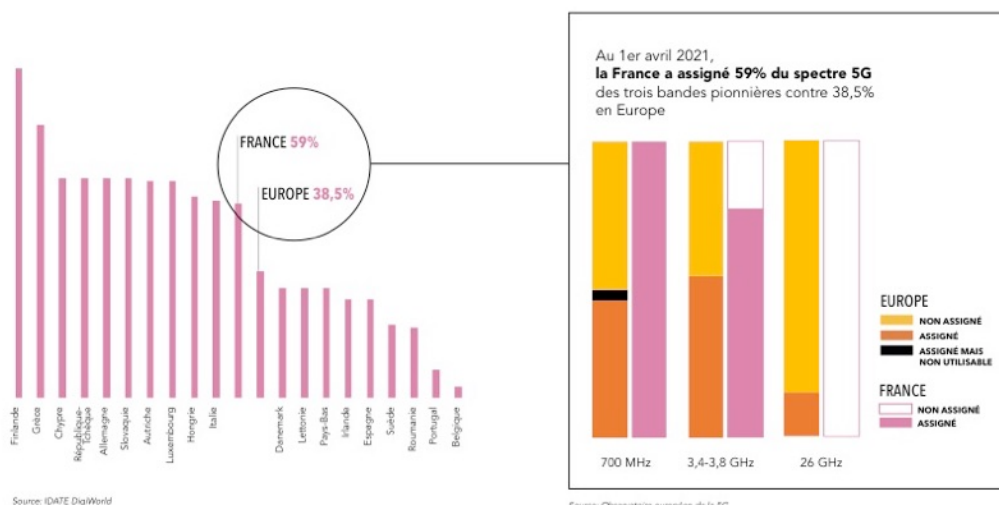
Enfin, à droite de la diapositive figure la réponse des grands opérateurs mobiles au travers du dispositif zone ciblées du New Deal mobile pour répondre à cette même problématique de très haut débit en situation fixe par les ondes radio (350 000 utilisateurs).

L'Agence de la cohésion des territoires a déterminé que 2,4 millions de locaux étaient éligibles à une subvention de 150 euros par foyer, alors que nous ne sommes même pas à

500 000 utilisateurs, ce qui est faible. Nous pensons donc qu'il pourrait être utile de communiquer davantage auprès des utilisateurs sur l'existence de cette subvention de 150 euros par foyer pour s'équiper dans l'une de ces trois technologies.

RADIO, MOBILE ET SATELLITE

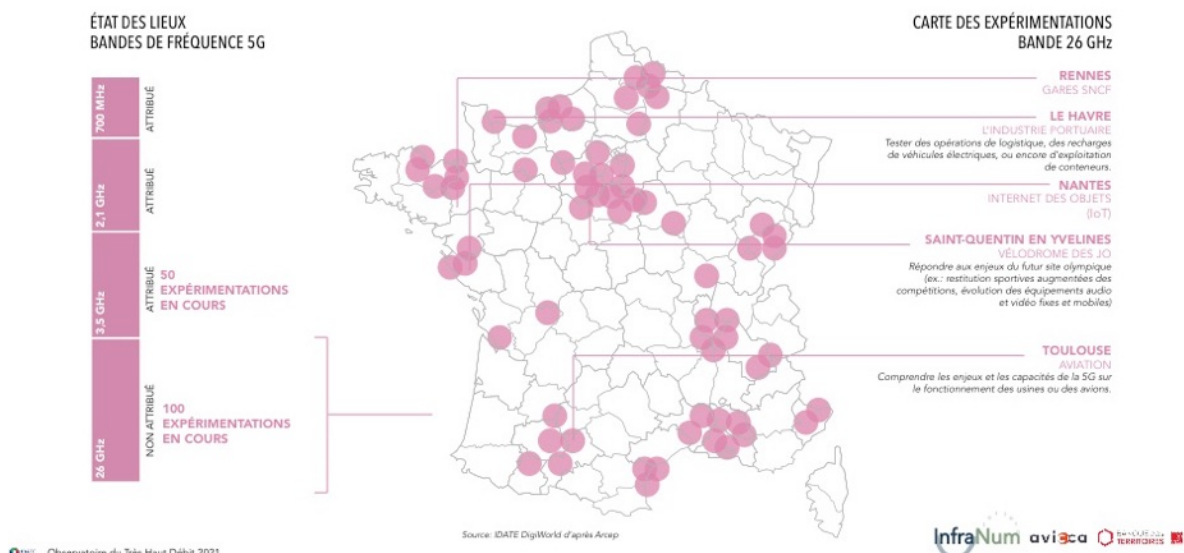
5G : LA FRANCE DANS LA COURSE POUR L'ATTRIBUTION DU SPECTRE EN EUROPE



En matière de radio, l'observatoire accueille cette année un nouvel invité avec la 5G que nous faisons apparaître à travers deux items. Le premier est celui de l'attribution du spectre en Europe, pour laquelle la France se situe plutôt dans le peloton de tête. Sans attribution, aucune commercialisation ne serait possible, par conséquent c'est important.

RADIO, MOBILE ET SATELLITE

5G : UN FOISSONNEMENT PROMETTEUR



Le deuxième item est celui de l'expérimentation. Aujourd'hui, la 5G est surtout utilisée pour désengorger les antennes 4G dans les métropoles. Les véritables apports de la 5G et les nouveautés en termes d'usages arriveront plutôt dans les applications à venir au cours des prochaines années.

Dans la bande 3,5 GHz qui a déjà été attribuée, 50 expérimentations sont en cours, surtout pour des usages industriels (industries connectées).

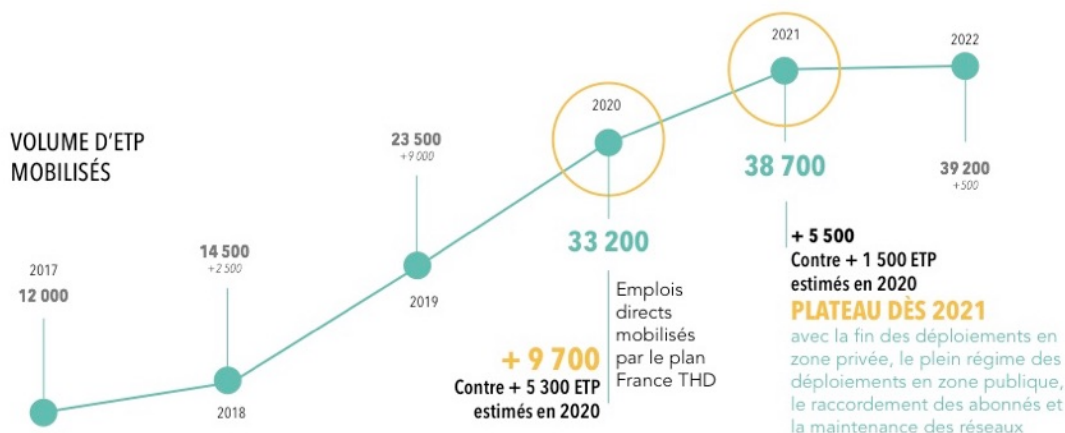
Sur la bande 26 GHz encore non attribué, il existe une centaine d'expérimentations et la France fait partie des pays dans lesquels il y en a le plus. Nous avons essayé de l'illustrer avec cette carte des cas représentatifs qui montre une grande distribution géographique ainsi qu'un foisonnement en termes d'applications avec, par exemple, des essais dans des gares SNCF à Rennes, sur l'industrie portuaire au Havre, sur des thématiques en lien avec les Jeux Olympiques à Saint-Quentin-en-Yvelines, ou sur le domaine de l'aviation, tant dans les usines que dans les avions, du côté de Toulouse.

L'année prochaine, il y aura un troisième item concernant la 5G : celui du déploiement des réseaux qui ne faisait pas encore sens cette année puisque nous en sommes au tout début.

Les Français accros au THD pour tous?

Observatoire du THD

L'EMPLOI SURPASSE LUI AUSSI LES ESTIMATIONS
2020 : UNE ANNÉE RECORD MALGRÉ LA CRISE SANITAIRE



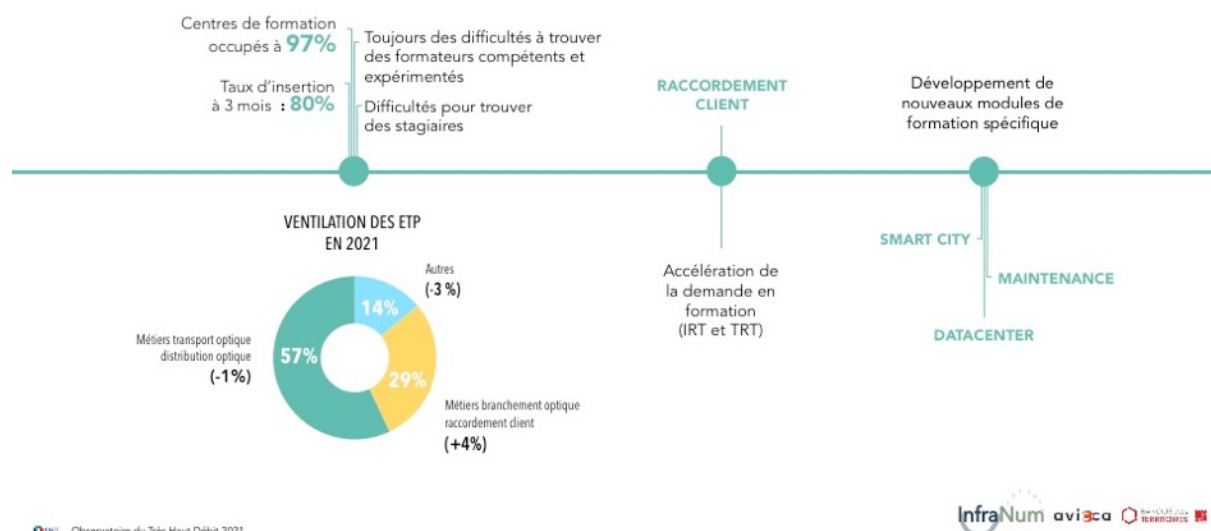
Observatoire du Très Haut Débit 2021

InfraNum avicca

Le déploiement du très haut débit explose et rien ne serait possible sans les agents qui, sur le terrain, œuvrent au quotidien à sa réalisation. Nous avions prévu l'année dernière un pic d'emploi à 30 000 sur 2022. De la même manière que les objectifs de déploiement de fibre ont été dépassés, l'emploi a lui aussi explosé. Pour l'année 2020, nous avions prévu un recrutement avec difficulté de 5 300 ETP, en fait, ce sont 9 700 ETP qui ont été recrutés. De même pour 2021, au lieu des 1 500 prévus l'année dernière, 5 500 ETP seront recrutés.

L'emploi explose et c'est aussi une bonne nouvelle pour les territoires.

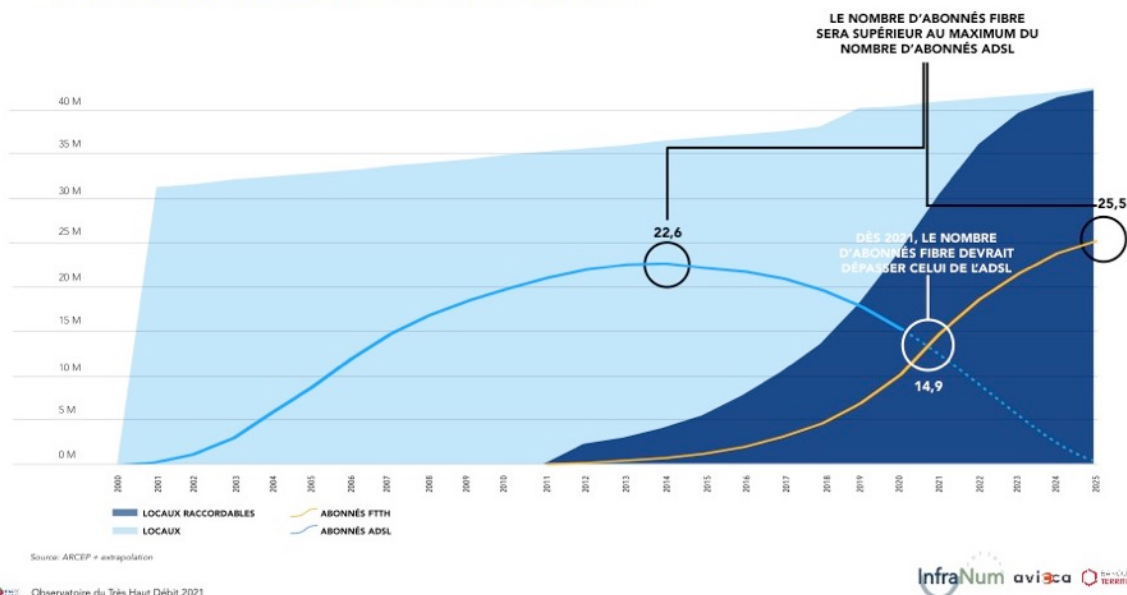
L'EMPLOI SURPASSE LES ESTIMATIONS, À L'IMAGE DU DÉPLOIEMENT DES CENTRES DE FORMATION À PLEIN RÉGIME MALGRÉ LA CRISE SANITAIRE



Ces recrutements ne sont possibles que grâce à la formation préalable. On peut saluer la mobilisation exceptionnelle des centres de formation qui, malgré le Covid et des difficultés en présentiel, ont su s'adapter et remplir leurs formations à 97% ! C'est véritablement un exploit.

Le camembert situé en bas de la diapositive met en évidence le fait qu'il reste encore d'importants efforts à faire sur la construction. On s'attendait à voir exploser le nombre de formations pour le raccordement client et on sent que le domaine est en train d'évoluer (+4%), mais ce n'est pas encore un raz de marée. C'est le signe qu'au niveau de la demande, les entreprises ont encore besoin de bras sur le terrain pour la construction en domaine public. Cela dit, l'accélération de la demande en formations pour le raccordement client se fait sentir et, demain, ce sont évidemment les domaines de la maintenance, du datacenter et de la *smart city* qui deviendront périlleux.

COMMERCIALISATION DE LA FIBRE DÈS 2021, D'AVANTAGE D'ABONNÉS FIBRE QU'ADSL

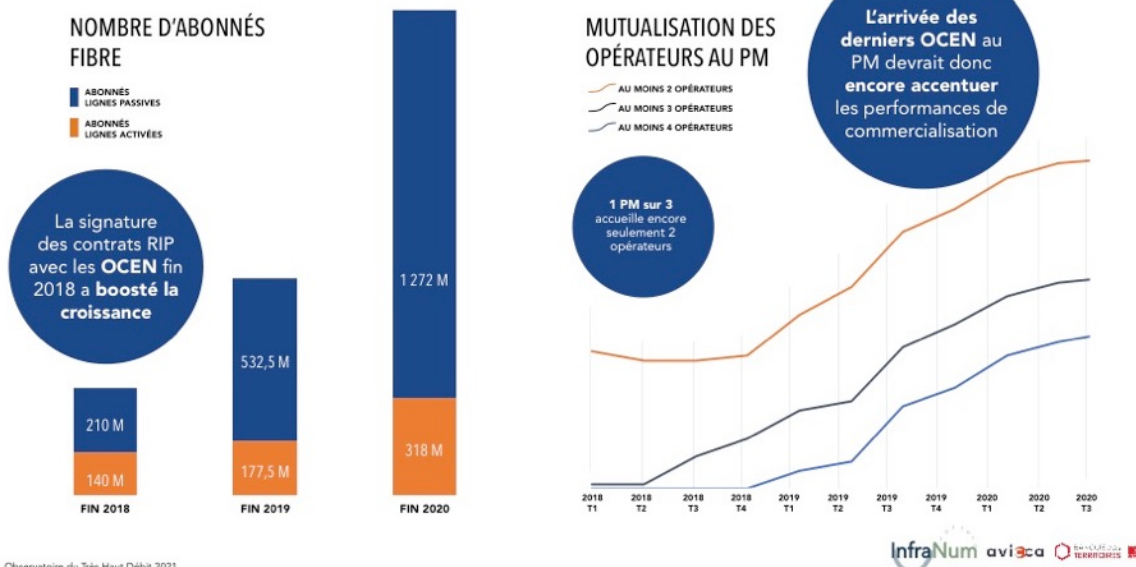


Venons-en à la commercialisation de la fibre du point de vue du client résidentiel ainsi que du client entreprise ou collectivité. Je voudrais tout d'abord rappeler qu'il y a encore quelques années, on s'interrogeait sur la nécessité d'investir dans des réseaux en fibre optique... Une part de la réponse se voit ici. On retrouve l'appétence des utilisateurs qui a inspiré le titre de cet observatoire et l'on peut affirmer que, dès cette année, il y aura davantage d'utilisateurs en fibre qu'en ADSL. Le croisement des courbes s'opère dès cette année.

Autre chiffre important : à terme, il devrait y avoir davantage d'utilisateurs en fibre qu'il n'y en a jamais eu en ADSL. Cela s'explique principalement en raison de deux facteurs. Premièrement, le nombre de logements (représenté par la zone en bleu clair) augmente chaque année par la création de nouveaux logements. Deuxièmement, l'utilisateur de 2025 n'est pas le même que celui de 2014, ses besoins numériques sont augmentés et sa consommation en fibre également. Nous pensons donc que, d'ici 2025, le nombre d'utilisateurs en fibre aura largement dépassé celui de l'ADSL.

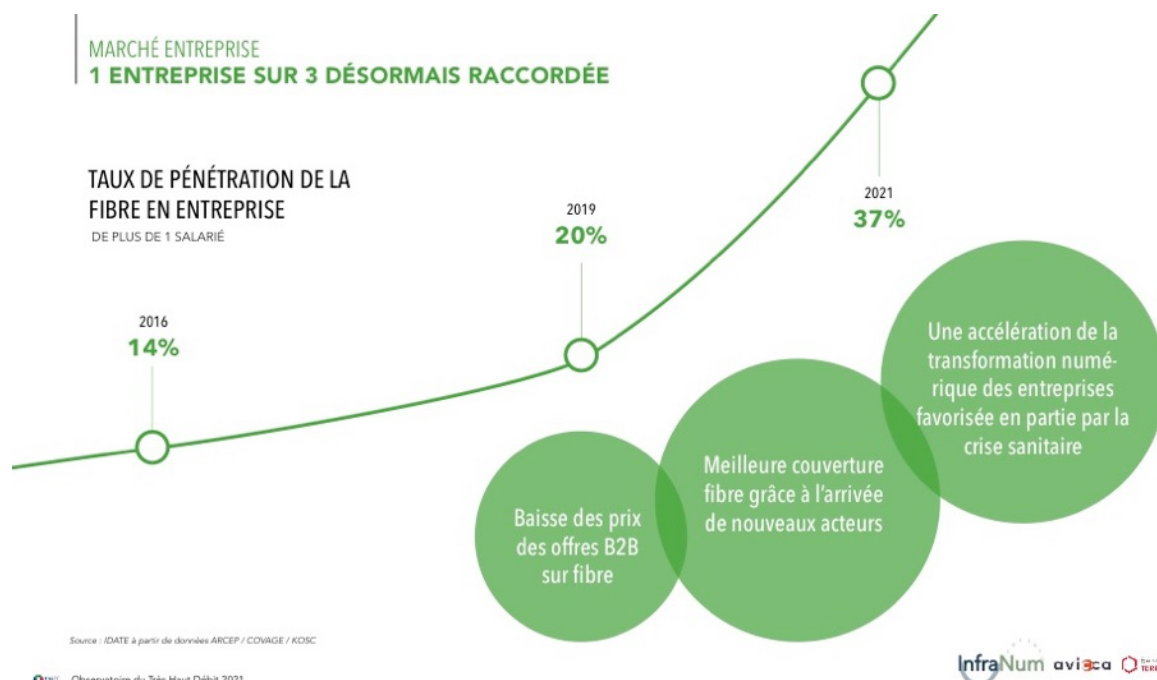
Bravo au gouvernement d'avoir prévu le plan France Très haut débit, dont on voit ici les effets positifs. Nous espérons de la même manière que le fait d'envisager un service universel de la fibre pour atteindre le 100% sera possible.

COMMERCIALISATION LE MARCHÉ DES RIP TIRÉ PAR LES OCEN



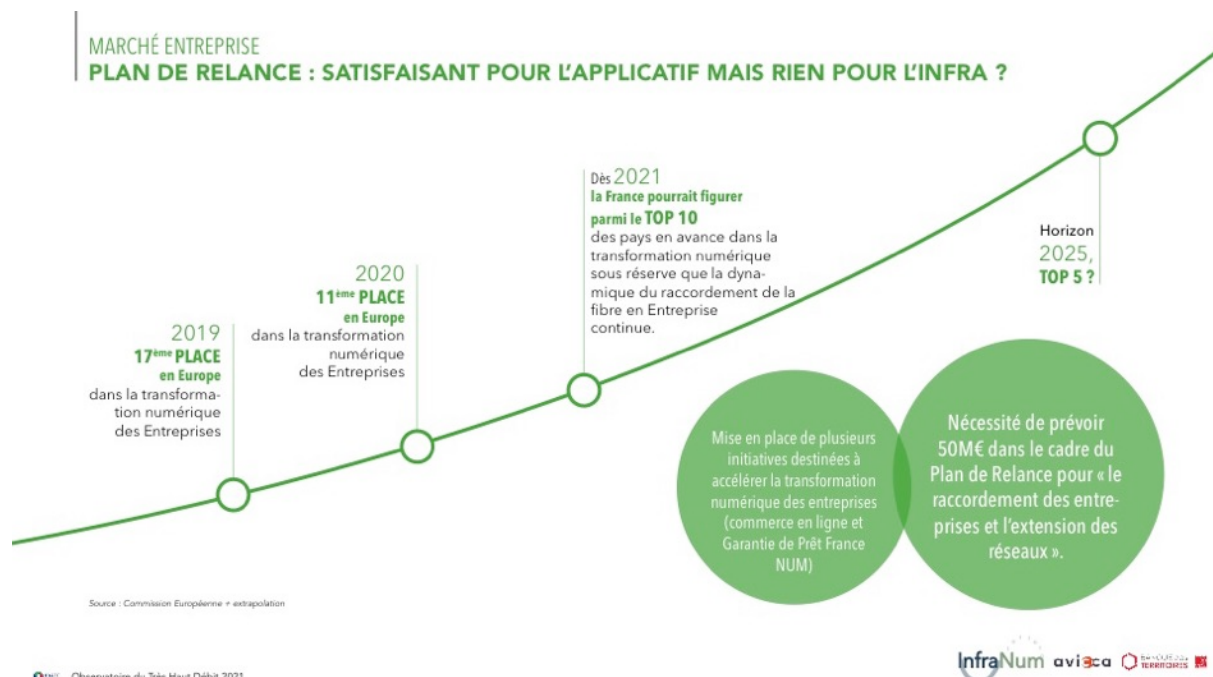
Voici deux graphiques pour se convaincre davantage de l'augmentation à venir du nombre d'abonnés. À gauche, en bleu, les raccordements réalisés dans les RIP par les opérateurs d'envergure nationale ; en orange, les raccordements réalisés par les opérateurs locaux qui ont toujours œuvré dans les RIP. Dans les deux cas, on voit que la demande augmente largement, mais également que la signature des contrats de RIP a significativement tiré la croissance depuis fin 2018. On peut faire le constat que c'est bien la marque qui attire les utilisateurs pour s'abonner à la fibre.

Le graphique de droite indique qu'il reste encore un PM sur trois qui n'accueille que deux des quatre opérateurs nationaux. Au fur et à mesure que ces derniers se rendront dans les PM restants, on peut parier que, mécaniquement, le nombre d'abonnés va encore augmenter.



Sur le marché entreprise, sans crier victoire, on peut enfin espérer sortir du paradoxe d'être le pays d'Europe le plus fibré mais dans lequel les entreprises figurent parmi les moins bien connectées à la fibre. On voit ici un sursaut : une entreprise sur trois est désormais raccordée (37% en avril 2021), alors que ces dernières années ce taux oscillait plutôt entre 15 et 20% de manière bien trop stable.

À cela, plusieurs raisons. La première est la démocratisation de la fibre avec une couverture des offres FttH/FttE qui s'étend et donc un prix des offres de fibre qui tend à diminuer en général. Et puis, peut-être, une accélération de la transformation numérique des entreprises du fait de la crise sanitaire.



Ce graphique présente le classement européen des entreprises en matière de transformation numérique. La France a déjà gagné quelques places entre 2019 et 2020. Peut-être en 2021 aurons-nous le plaisir de constater que la France entre dans le top 10 et pourquoi pas, à horizon 2025, dans le top 5.

Les entreprises ont besoin d'accompagnement pour cette transformation numérique et il prend deux formes. L'accompagnement sur les usages : nous avons vu à travers le plan de relance que des enveloppes concrètes avaient été mises à disposition des usages. En revanche, nous n'avons pour l'instant pas trouvé d'échos du côté des infrastructures. Pourtant, nous savons qu'une entreprise sur cinq, soit 20%, est touchée par des difficultés exceptionnelles de construction pour être raccordée à la fibre et qu'une large part de ces entreprises ne se raccordent pas.

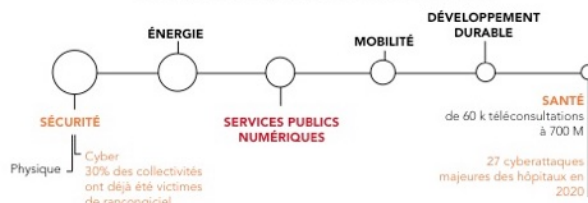
Nous avons chiffré ce problème et demandé en début d'année un montant dans le cadre du plan de relance de 50 millions d'euros pour ces raccordements complexes d'entreprises. Pour l'instant, nous n'avons pas eu de retour positif mais nous savons, par exemple, que suite au combat de l'Avicca, l'État a répondu présent pour le raccordement des établissements scolaires. Nous demandons la même chose pour le raccordement complexe des entreprises afin de pouvoir espérer entrer dans le top 5 européen à horizon 2025.

TERRITOIRES CONNECTÉS ET DURABLES L'INFRASTRUCTURE COMME SOCLE ESSENTIEL

LA CONNECTIVITÉ COMME MOYEN DE RÉSILIENCE



LES PROJETS SMART DES COLLECTIVITÉS



Sources : Ministère de l'Économie / DARES / enquêtes Acemo Covid / Ministère de la fonction publique / FEVAD / Trésor-Eco, nov. 2020 / MENJ-DEPP / Clusif, juin 2020 / ANSSI / Secrétariat d'état chargé du numérique / Marsouin / défenseur des droits, 2020

● LA COUVERTURE EN INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES DEMEURE LE SOCLE DE TOUS LES PROJETS

● NÉCESSITÉ D'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITÉS EN MATIÈRE DE COMPÉTENCE ET D'EXPERTISE POUR ATTEINDRE LEUR TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

ÉLIGIBLE AU FONDS DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Observatoire du Très Haut Débit 2021

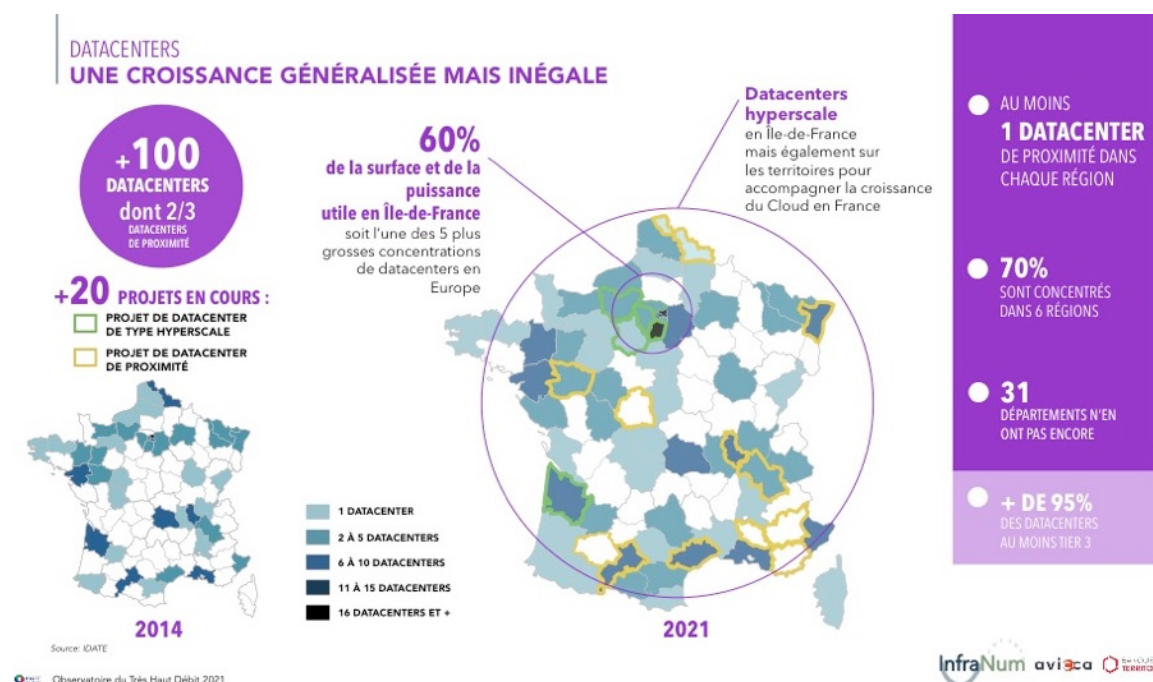


Sur les projets de *smart* territoires, vous retrouvez à droite de la diapositive la priorisation affichée par les collectivités. Les projets *smart* sont en priorité des projets de sécurité, d'énergie, de transformation numérique des services publics, de mobilité, de développement durable, et de santé avec ce nombre incroyable de téléconsultations qui est passé de 60 000 à 700 millions. Mais nous voyons aussi que 27 cyberattaques majeures d'hôpitaux ont eu lieu en 2020. Par ailleurs, une collectivité sur trois a déjà été victime d'un rançongiciel... Il n'y aura pas de *smart* territoire sans cybersécurité. C'est une problématique qui est déjà majeure dans nos discussions mais qui doit absolument devenir concrète.

Autre point d'alerte, la numérisation des services publics : on sait qu'un citoyen sur cinq est en difficulté face au numérique et il faut donc là aussi renforcer l'accompagnement numérique des citoyens.

Une fois qu'une collectivité a investi dans son socle essentiel d'infrastructure numérique, elle peut s'intéresser aux usages, mais il faut que l'État accompagne ce mouvement. Nous avons constaté encore aujourd'hui le succès du plan France Très haut débit, et nous appelons de nos vœux depuis plusieurs mois la création d'un grand plan national des *smart* territoires, un plan France territoires connectés et durables, pour accompagner de la même manière que cela a été fait pour le déploiement de la fibre, le déploiement des *smart* territoires.

À ce sujet, je vous donne rendez-vous pour les Ateliers des territoires connectés, un événement de filière co-organisé par InfraNum dans lequel on retrouve l'ensemble des fédérations concernées par les *smart* territoires, mais aussi l'ensemble des associations de collectivités.



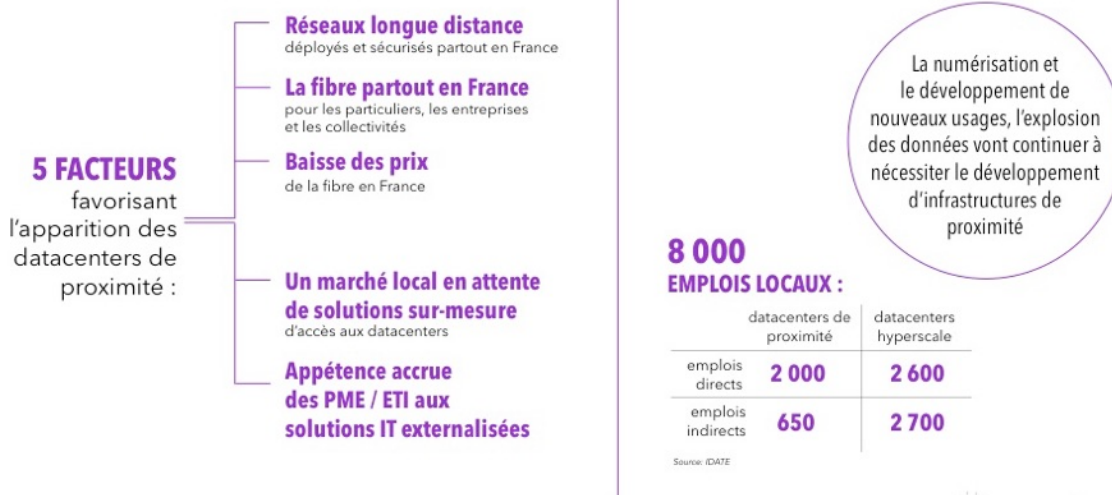
Dernier sujet, celui de la souveraineté à travers le prisme de l'hébergement local ou du datacenter de proximité. Depuis 2014, les collectivités se sont véritablement emparées du sujet : entre 2014 et 2021, plus de 100 projets de datacenters se sont matérialisés et 20 projets supplémentaires sont en cours actuellement.

On constate que 60% de la surface et de la puissance utile est concentrée en Île-de-France, ce qui en fait un des plus importants pôles de datacenters européens. Mais les datacenters « hyperscales » sont également répartis sur tout le territoire.

Sur les projets qui sont nés, deux tiers d'entre eux sont des datacenters de proximité (c'est vrai aussi pour les projets en cours). On retrouve au moins un datacenter de proximité dans chaque région, même si 70% sont concentrés dans 6 régions et que 31 départements n'en disposent pas encore.

DATACENTERS

LES FACTEURS CONCRETS QUI ACCOMPAGNENT LA VOLONTÉ POLITIQUE



Observatoire du Très Haut Débit 2021

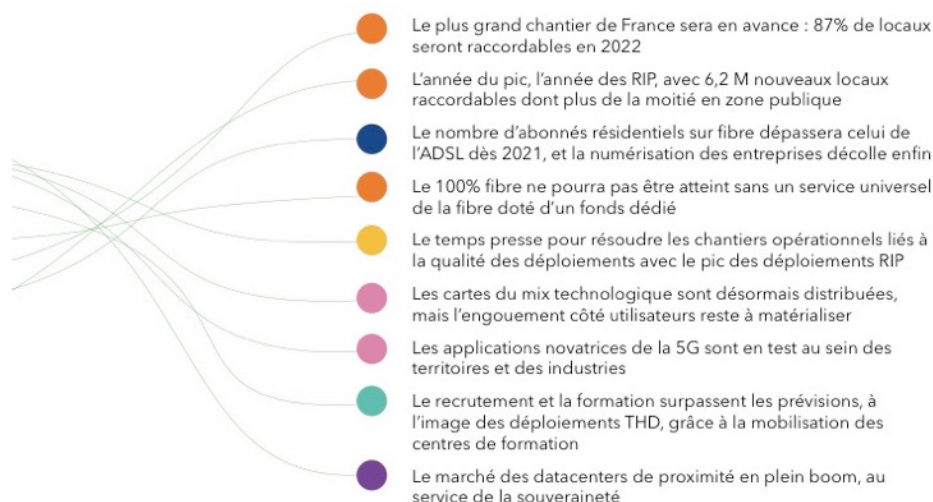


Pourquoi les territoires se sont-ils emparés du sujet des datacenters entre 2014 et 2021 ? Nous pensons que c'est principalement du fait de deux facteurs : la démocratisation de la fibre optique pour connecter les datacenters et surtout pour développer les usages du côté client ; et la crise du Covid y est pour quelque chose aussi.

En tout cas, on sent une appétence accrue, un besoin latent de la part de la clientèle pour l'hébergement en datacenter. Le traitement local de la donnée et donc le stockage dans ces datacenters va forcément croître avec l'arrivée de la 5G et des *smart* territoires.

Autre point qui n'est pas neutre du point de vue des collectivités locales : le datacenter, c'est également de l'emploi local avec aujourd'hui en France d'ores et déjà 8 000 emplois locaux qui sont mobilisés sur les projets de datacenters.

RÉPONSES



en partenariat avec

avicca

avec le soutien de

BANQUE des TERRITOIRES

Observatoire du Très Haut Débit 2021



En guise de conclusion, après avoir annoncé il y a deux ans « La filière au rendez-vous du plan France Très haut débit », aujourd'hui nous avons voulu indiquer que les Français étaient eux-mêmes au rendez-vous du très haut débit et que nous pouvons nous concentrer sur le futur avec une couverture à 100% grâce à un futur service universel de la fibre optique. Grâce, nous l'espérons aussi, à 50 millions d'euros dans le vote budgétaire pour les raccordements complexes des entreprises. Et grâce à un grand plan national pour les *smart* territoires.

Je vous donne rendez-vous le 2 juin pour un événement de lancement d'un guide datacenters de proximité InfraNum, le 9 septembre à Lille pour les Ateliers des territoires connectés, et les 6 et 7 octobre aux Universités du Très haut débit qui se tiennent cette année à Saint-Etienne et qui sont également organisées avec l'Avicca.